

# La Grèce face à l'hybris européen

18 avril 2015

Par [Jacques Sapir](#)

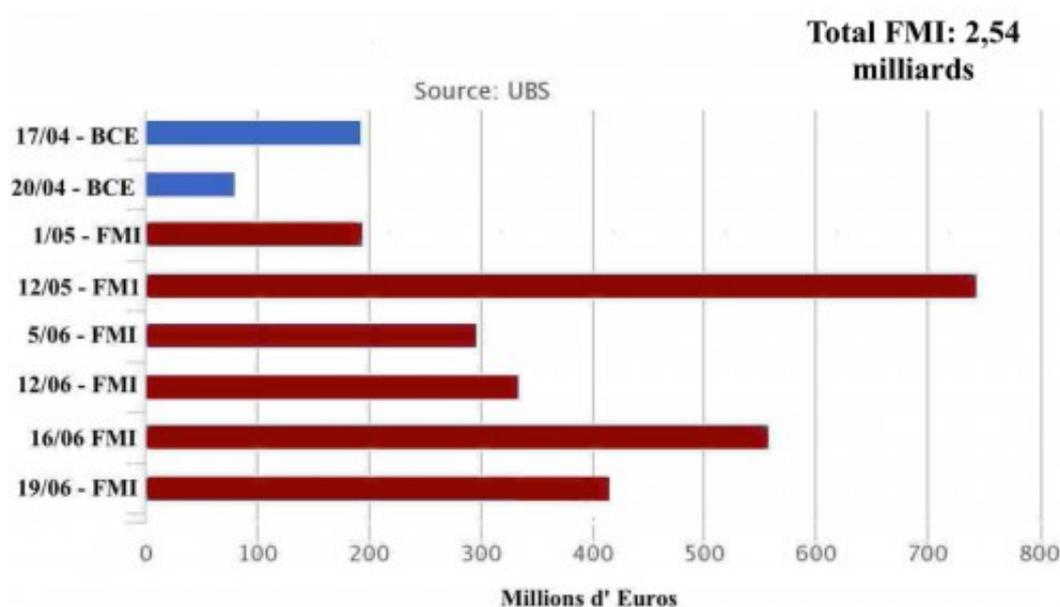
La question d'un possible défaut de la Grèce dans les jours, voire les semaines, qui viennent est désormais régulièrement posée. Mais, cette question est parfois confondue avec celle des liquidités internes. Or cette question est aujourd'hui le principal instrument utilisé par l'Eurogroupe pour étrangler la Grèce et tenter d'imposer des politiques qui ont été rejetées par les électeurs le 25 janvier. Rien que cela en dit long sur la notion de la démocratie des principaux responsables européens, et en particulier de M. Jean-Claude Juncker (un multirécidiviste sur ce point qui avait déclaré à la suite de cette élection du 25 janvier « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* »<sup>[1]</sup>) ou M. Moscovici. Ajoutons que les récentes déclarations de M. Schäuble<sup>[2]</sup> vont parfaitement dans ce sens. On mesure que le mot « démocratie » n'est qu'un slogan sans contenu pour les dirigeants de l'Union européenne.

## La question des remboursements

La Grèce doit de l'argent au FMI, à la BCE ainsi qu'aux différents fonds d'aides (MES et FESF). Les échéanciers des remboursements jusqu'au 19 juin sont les suivants :

Graphique 1

### Echéanciers des remboursements



On constate qu'à part de petits remboursements à la BCE, l'essentiel, du moins jusqu'au 19 juin, sera les remboursements aux FMI (2,54 milliards d'euros). Or, le Fond Monétaire International s'est distingué pour l'instant par une attitude bien plus « souple » que celle de la BCE ou de l'Eurogroupe qui supervise les paiements à faire pour le MES et le FESF. Il n'est donc pas exclu que l'on trouve un arrangement sur ces 2,54 milliards d'Euros. Mais, un tel arrangement ne peut être que provisoire. La Grèce devra rembourser, entre le principal et les intérêts, environ 7 milliards aux diverses institutions

européennes entre la fin du mois de juin et le début du mois de juillet. Le gouvernement Grec a dit, à de nombreuses reprises, qu'il ne ferait pas ces paiements car ces derniers prélèveraient l'ensemble des sommes (et au-delà) sur le (petit) excédent fiscal primaire qu'il réalise et qu'il souhaite affecter tant à des mesures de soutien à la population qu'à des mesures de relance de l'activité économique. On sait aussi que l'Eurogroupe, pour l'instant, refuse cette solution. L'Eurogroupe refuse de même de négocier sur la dette, et cherche à imposer des réformes qui, outre qu'elles sont à tout plein inutiles<sup>[3]</sup>, sont refusées par le gouvernement grec et surtout pas ses électeurs. Nous sommes donc dans une impasse.

*Il s'en déduit qu'un défaut de la Grèce peut survenir dans les semaines qui viennent, mais surviendra de toute manière entre la fin juin et le début du mois de juillet. Sauf si, d'un côté ou de l'autre, un changement de position survient.*

## La crise de liquidité

Pour chercher à faire céder la Grèce, et imposer une politique dont les électeurs grecs clairement ne veulent pas, l'Eurogroupe institue un rationnement dans l'offre de liquidité à l'économie grecque. La Banque Centrale Européenne a « déconseillé » aux banques grecques d'acheter des bons du trésor, elle a exclu de fait la Grèce du mécanisme d'aide d'urgence à la liquidité (ou ELA), et relève très lentement le plafond de ses offres de liquidités. Un auteur de la revue américaine *Foreign Policy*, qui ne peut être considérée comme

d'extrême-gauche, va jusqu'à parler des « dirty tricks » soit des « sales magouilles » de la Commission de Bruxelles vis à vis de la Grèce<sup>[4]</sup>. Cette situation, couplée avec les retraits des banques grecques et les sorties de capitaux qui ont atteint un niveau très élevé en mars dernier confronte le pays avec le risque que son économie, affaiblie par les mesures d'austérité mises en place par le « protectorat » européen, ne s'effondre rapidement. C'est un autre problème que celui du défaut. Là où ces deux problèmes deviennent liés est que si la Grèce fait défaut sur ses remboursements extérieurs, la BCE ne pourra plus *légalement* financer les banques grecques. Le défaut provoquera la crise de liquidité.

Une solution pourrait consister en l'émission par le gouvernement grec de dettes au porteur, avec un pouvoir libérateur absolu, pouvant être utilisées par les individus et les entreprises comme une monnaie. Mais, il est clair qu'une telle mesure équivaldrait à la création d'une monnaie parallèle à l'Euro, monnaie qui se substituerait à l'Euro très rapidement dans les transactions. Un taux de change implicite se constituerait très rapidement, une reconnaissance de dette ne donnant accès qu'à 98%, puis 95% puis sans doute encore moins de sa valeur faciale en euros. De fait, la Grèce serait hors de la zone Euro, et elle devrait rapidement régler la question des comptes courants et à terme dans les banques et déterminer une circulation cette fois-ci *scripturale* et pas seulement *fiduciaire* de ces « titres de dette ».

*L'idée d'une monnaie parallèle permettant à la Grèce de rester dans la zone Euro est une illusion. L'histoire, qui est remplie de cas ou des pays ont utilisé des monnaies en parallèle sur leur territoire nous apprend que ces systèmes sont hautement instables. Une monnaie parallèle, quel que soit son nom, reviendrait en fait à recréer la drachme. Mais, c'est en réalité la meilleure solution pour la Grèce dans la situation politique actuelle.*

## Le problème politique.

Le gouvernement grec a construit sa stratégie sur le fait que l'Eurogroupe aurait bien plus à perdre que la Grèce à une crise. En cas de défaut grec, les gouvernements de la zone Euro devraient expliquer à leurs populations qu'il faut recapitaliser d'urgence la BCE et couvrir les pertes du MES et du FESF. Par ailleurs, un défaut grec entraînerait l'activation des CDS (*credit-default swaps*) qui ont été émis. Enfin, psychologiquement, cette crise signifierait à tous les observateurs que l'Euro n'est pas irréversible mais aussi que les pays du « noyau » de la zone Euro ne sont pas prêts à assumer les conséquences du fonctionnement de la zone Euro. Il ne faudrait que quelques semaines pour que la crise se répercute dans les pays périphériques (Espagne, Portugal, Irlande et Italie). De proche en proche, on aboutirait à l'implosion de la zone Euro. C'est pourquoi le gouvernement grec ne veut pas céder. Ajoutons, et tout le monde le comprend, que s'il cède il perd immédiatement toute sa crédibilité et sa légitimité, et que Syriza, un parti passé en quelques années de 4% à 36% des sondages, serait condamné à disparaître.

Mais, là où le gouvernement grec erre, c'est qu'il pense que les décisions au niveau de l'Eurogroupe seront prises sur la base d'intérêts économiques. En fait, les gouvernements des pays de la zone Euro ont investi énormément dans la dimension politique et symbolique. L'Euro, comme le dit depuis des années le philosophe italien Diego Fusaro n'est pas une monnaie, c'est un projet politique et symbolique. Et, ce projet ne peut s'accommoder d'un compromis avec la Grèce. Car, en cas de compromis, validant la stratégie de Tsipras et de Syriza, c'est toute la politique d'austérité qui volerait en éclat (avec un encouragement très fort à *Podemos* en Espagne et au *Sinn Fein* en Irlande), non seulement au grand dam de l'Allemagne (et de ces alliés) mais aussi des hommes politiques qui, dans d'autres pays, ont construit leur carrière sur ce projet (comme François Hollande).

*C'est pourquoi un compromis est en réalité une illusion. Il n'y a pas d'alternative à l'Eurogroupe que d'écraser ou périr. Il n'y a pas d'alternative pour le gouvernement grec que d'aller à l'affrontement ou périr.*

## L'impasse et la rupture

En fait, aucun des deux adversaires, que ce soit le gouvernement grec ou l'Eurogroupe, n'a de marge de négociation. Cette situation a été voulue par le Ministre des finances grec, Yannis Varoufakis, qui connaît bien la théorie des jeux, et qui a retourné la faiblesse apparente de son pays pour en faire une force. C'est ce que l'on appelle la « coercive deficiency ». Mais, la théorie des jeux ne fonctionne que face à un adversaire rationnel. Or, cela fait des années que les responsables européens sont sortis de tout cadre rationnel et ne sont plus guidés que par l'idéologie mais aussi l'*hybris* du projet européiste. Ce terme peut être traduit par la *démésure*. Mais en réalité cela va bien plus loin. C'est un sentiment violent qui est inspiré par les passions, comme dans le cas européen, et plus particulièrement par l'orgueil, et en particulier par l'orgueil politique. Pour les Grecs anciens l'*hybris* était considérée comme un crime.

La stratégie de Varoufakis se heurte à l'*hybris*. C'est une figure qu'il doit bien connaître. Il sait, aussi, que face à elle, seule la rupture est possible.

[1] Naulot J-C., « Le défi Tsipras », *Libération*, 14/04/2015, [http://www.liberation.fr/monde/2015/04/14/le-defi-tsipras\\_1241076](http://www.liberation.fr/monde/2015/04/14/le-defi-tsipras_1241076)

[2] <http://www.lesechos.fr/monde/europe/02114542169-passe-darmes-entre-sapin-et-schauble-sur-la-france-1112348.php>

[3] En particulier la « réforme » du marché du travail. Voir le *World Economic Outlook* d'avril 2015, publié par le FMI, et le Chapitre 3, rédigé par Patrick Blagrove, Mai Dao, Davide, Furceri (responsable du groupe), Roberto Garcia-Saltos, Sinem Kilic Celik, Annika Schnücker, Juan Ypez Albornoz, and Fan Zhang, avec l'assistance technique de Rachel Szymanski, disponible à partir du 16 avril sur [www.imf.org](http://www.imf.org)

[4] Legrain P., « Greece Needs to Start Playing Hardball With Germany », *Foreign Policy*, 10 avril 2014, <http://foreignpolicy.com/2015/04/10/greece-needs-to-start-playing-hardball-with-germany/>



5



Tweet

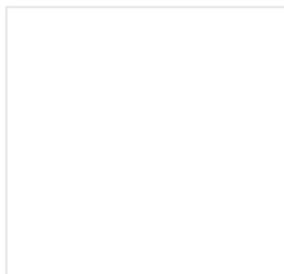
323



Like

Share

259



### [Jacques Sapir](#)

Ses travaux de chercheur se sont orientés dans trois dimensions, l'étude de l'économie russe et de la transition, l'analyse des crises financières et des recherches théoriques sur les institutions économiques et les interactions entre les comportements individuels. Il a poursuivi ses recherches à partir de 2000 sur les interactions entre les régimes de change, la structuration des systèmes financiers et les instabilités macroéconomiques. Depuis 2007 il s'est impliqué dans l'analyse de la crise financière actuelle, et en particulier dans la crise de la zone Euro.

[More Posts](#)

Follow Me:



Mots clefs : [dette](#), [Euro](#), [Grèce](#), [Hybris](#)

Posté dans : [Thématiques](#), [Euro](#), [Thématiques](#), [Géopolitique](#), [Types de publications](#), [Notes](#), [Thématiques](#), [Théorie économique](#)